

Le sillon où peut germer une nouvelle forme d'usurpation

La seconde moitié du XX^{ème} siècle a vu les mouvements d'indépendance du continent africain, les réformes agraires en Amérique latine et la révolution verte en Inde. Cependant, les populations rurales pauvres, dont la survie dépend du travail de la terre et de la production agricole, n'ont cessé d'y être entravées par le problème foncier dans la prise en main de leur propre avenir. Au cours des années 1990 déjà, certains États dans ces continents commencent à vendre ou négocier l'exploitation de parts de leur sous-sol ou de leur sol auprès de mains privées étrangères et multinationales, souvent elles-mêmes cautionnées par un gouvernement. Cette tendance va prendre encore une nouvelle tournure dès mi-2007. Dans un climat social tendu, un nombre croissant d'acquisitions de terres agricoles par des investisseurs étrangers a lieu à grande échelle en Afrique, en Amérique latine et en Asie centrale et du sud-est. En effet, en différents endroits du globe, l'approvisionnement en aliments est menacé par la raréfaction de certains produits agricoles et une montée des prix de ceux-ci. La globalisation des effets de facteurs locaux est tenue pour responsable: mauvaises récoltes, pourcentage ascendant de terres allouées à la production de biocarburants et spéculations affectant le marché de la production agricole. Si le phénomène de ces acquisitions a été médiatisé et quelques recherches s'y sont

intéressées, les impacts de telles transactions restent pourtant encore peu connus et les données les concernant sont rares.

Le rapport conjoint de l'IIED, de la FAO et de l'IFAD porte sur la sécurité alimentaire, les ressources en eau et en énergie tirée de plantations végétales, vecteurs-clé des acquisitions de terres en Afrique sub-saharienne. Il étudie les arrangements contractuels qui soutiennent ces dernières, ainsi que les répercussions sur l'accès à la terre pour la population locale du pays donataire. A celle-ci, la situation peut offrir des opportunités de développement économique, mais à l'inverse, peut également accentuer les risques à l'encontre de leurs moyens d'existence. De nombreux pays n'ont pas de mécanismes légaux de protection des droits et intérêts locaux et ne sont pas en mesure de négocier des contrats équilibrés. Parmi les recommandations émises à l'intention des investisseurs, des gouvernements donataires, des organisations rurales et des agences de développement, nous relevons la vérification de la capacité

- des investisseurs à gérer un projet agricole à large échelle ;
- des gouvernements à négocier des contrats d'investis-



Illustration mise à disposition par Inter-réseaux
 – Développement rural, tirée de : La quête des terres agricoles en Afrique subsaharienne / V. Basserie, H. M.G. Ouédraogo.
 – Grain de sel n° 45 – Février 2009,
www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_56initiative.pdf

Article de fond

Le sillon où peut germer une nouvelle forme d'usurpation 1

Politique

Population croissante, dommages à l'environnement en augmentent 3

Mieux comprendre les dangers liés au changement climatique 3

Au secours du capital corail et mangrove du Belize 4

La migration induite par le changement climatique : une poudrière 4

Mise en œuvre

Les savoirs traditionnels ont urgemment besoin de protection 5

Recherche

Diversifier et régionaliser l'agriculture africaine 5

La flore des plantes ligneuses du Rwanda refléurit 6

Aujourd'hui, la décroissance en Amérique Latine et aux Caraïbes 7

La situation des forêts dans le monde, en chiffres, cartes et graphiques 8

Article de fond

tissement quant à la terre, dans le sens du développement durable ;

- des organisations rurales à défendre les intérêts des communautés et à former ces dernières ;
- des agences de coopération à créer un espace où toutes les parties puissent exprimer leurs besoins et les satisfaire dans la mesure du développement durable.

Une étude d'IISD s'intéresse quant à elle avant tout aux dispositions légales en vigueur dans les pays donateurs et aux droits qui régissent l'accès aux ressources. Comme nous l'avons vu plus haut, les lois domestiques de ces pays sont souvent insuffisantes, ce qui amène une superposition du cadre légal international, à forte tendance commerciale et rigide dans le domaine des investissements. Les impacts sociaux sont alors préoccupants. L'étude tente également de répondre à 7 questions essentielles, telle « Que se passe-t-il en cas d'expropriation ou de redistribution des droits à la terre et à l'eau, spécialement en cas de pénurie d'aliments et d'eau ? ». Dans ce cas, par exemple, tous les accords internationaux d'investissements imposant le paiement d'une compensation à l'investisseur en cas d'expropriation de ses droits, l'obligation internationale de la compensation

s'applique non seulement aux terres, mais aussi à l'affaire commerciale. Il en résulte une situation qui souvent conduit le pays donataire à l'impasse.

Enfin, plusieurs exemples de contrats de transactions de terres agricoles sont présentés en annexe. À les parcourir, il ressort que les pays donateurs doivent absolument définir et renforcer leur cadre juridique, sans quoi ils risquent d'être spoliés de leurs ressources.

SOURCES

Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa. Lorenzo Cotula... [et al.]. IIED, FAO, IFAD, 2009. 130 p. www.iied.org/pubs/pdfs/12561IIED.pdf

A Thirst for Distant Lands: Foreign investment in agricultural land and water. Carin Smaller and Howard Mann. IISD, 2009. 26 p. www.iisd.org/pdf/2009/thirst_for_distant_land.pdf

Informations en française sous : www.inter-reseaux.org

Informations en espagnol sous : www.grain.org/principal

Population croissante, dommages à l'environnement en augmentent

La croissance démographique aux niveaux national et global est un facteur moins souvent évoqué que d'autres, en rapport avec le changement climatique. Il est pourtant tout aussi important. Plus les gens sont nombreux sur terre, plus les ressources s'épuisent vite. Les émissions de gaz à effet de serre augmentent, les conflits concernant l'accès aux ressources se multiplient, la pauvreté et les flux migratoires s'accroissent.

Que font les gouvernements face à cette évolution ? Pas grand-chose. Les pays en développement qui souhaitent dynamiser leur croissance économique sont peu enclins à faire des efforts pour réduire leurs émissions de CO₂. Ils utilisent leur population nombreuse comme jauge de la faible émission par habitant. Du côté des pays développés, le contrôle des naissances n'est plus à l'ordre du jour, du fait que la décroissance démographique peut avoir un impact négatif sur les positions de force et la productivité nationales.

Les auteurs mettent le doigt sur les implications de cette situation et proposent un certain nombre de mesures

susceptibles d'y remédier, à commencer par des investissements accrus dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de la formation. Il est en effet prouvé que des progrès dans ces secteurs-là se traduisent par un recul des naissances. Les investissements en question pourraient être financés par des taxes prélevées aujourd'hui déjà (par ex. sur les vols internationaux).

On regrettera que le propos demeure trop général et ne tienne pas suffisamment compte de la complexité de la thématique « dynamique démographique ». Quoiqu'il en soit, avec sa riche bibliographie, cette publication donne ample matière à réflexion aux décideurs politiques.

SOURCE

The taboo solution: can population management be a solution to climate change? The Sigma Scan, 2009.
www.sigmascan.org/Live/Issue/ViewIssue.aspx?Issuelid=406&SearchMode=1

Mieux comprendre les dangers liés au changement climatique

Les récoltes diminuent, les événements météorologiques extrêmes se multiplient, les maladies comme la malaria se propagent, les régions côtières sont inondées, les écosystèmes se dégradent ...

Le constat scientifique est sans appel : les effets du changement climatique vont nous mener inexorablement à notre perte si nous ne prenons pas sans tarder des mesures incisives. Mais le fossé entre l'analyse scientifique et la mise en œuvre au niveau politique ne cesse de se creuser. Deux publications visent à sensibiliser l'opinion publique au problème et proposent diverses pistes pour combler cette brèche.

Le Worldwatch Institute s'adresse au profane. Dans sa brochure d'une vingtaine de pages, il éclaire les causes, les caractéristiques et les répercussions du changement climatique, présente les jalons des discussions internationales en la matière et explique les principaux termes techniques pertinents dans un glossaire.

Le document du PNUE va plus à fonds dans les détails et s'adresse notamment aux décideurs politiques. Rédigé

dans un langage clair, il résume les principaux contenus du dernier rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC). Les effets passés et futurs du changement climatique dans les différentes régions du globe sont un thème crucial. Les auteurs esquissent plusieurs scénarios possibles et proposent diverses options pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

SOURCES

Climate Change Reference Guide. Alice McKeown and Gary Gardner. Worldwatch Institute, 2009. 17 p.
www.worldwatch.org/files/pdf/CCRG.pdf

Climat en péril : guide grand public des derniers rapports du GIEC, 2009. 50 p.
www.unep.org/PDF/ClimateinPerilFRENCH.pdf

Au secours du capital corail et mangrove du Belize

La richesse des écosystèmes côtiers et marins du Belize est inestimable à plus d'un titre. Les récifs de corail et les forêts de palétuviers (mangrove) protègent les côtes contre l'érosion et les dommages causés par les vagues de tempêtes tropicales, ils assurent un revenu aux communautés locales de pêcheurs et constituent une attraction phare pour le tourisme. En 2007, le tourisme associé aux récifs de corail et aux mangroves a rapporté près de 190 millions US\$, la pêche environ 15 millions US\$, alors que la valeur de protection des habitats du littoral était estimée à quelque 300 millions US\$. Et ces chiffres ne concernent que trois des innombrables services fournis par ces écosystèmes. Il faut donc bien revoir à la hausse l'estimation de leur contribution économique totale.



Malgré cela, les stratégies politiques de développement et d'investissement négligent la protection des dites ressources. Une étude réalisée par le WRI sonne l'alarme : si les récifs de corail et les mangroves ne sont pas entretenus, les populations de poissons vont diminuer de manière dramatique, les zones côtières et leurs habitants devenir de plus en plus vulnérables aux tempêtes et à l'érosion, et le tourisme déclinera. Les auteurs recommandent d'engager des moyens supplémentaires dans un fonds permanent pour la gestion du réseau de zones marines protégées, d'améliorer le relevé de données sur les indicateurs basiques de l'utilisation par l'homme, et de mettre en œuvre des mécanismes de contribution financière pour les touristes qui visitent les régions protégées.

SOURCE

Coastal Capital: Belize. The Economic Contribution of Belize's Coral Reefs and Mangroves. E. Cooper, L. Burke & N. Bood. World Resources Institute, 2008. 6 p. www.wri.org/publication/coastal-capital-belize

Les forêts de mangrove protègent les côtes et représentent une sécurité pour la préservation des moyens d'existence des communautés qui vivent de la pêche artisanale.
(Photo: Falguni Guharay)

La migration induite par le changement climatique : une poudrière

Si des gens quittent une région pour une autre, que ce soit temporairement, de manière saisonnière ou pour toujours, c'est très souvent en raison de la dégradation des écosystèmes et de catastrophes naturelles. Ces flux migratoires augmenteront fortement au cours des prochaines décennies et auront d'importantes répercussions, tant pour l'économie que pour la stabilité sociale et politique des pays concernés.

Il ne s'agit donc pas d'un problème local, mais d'un processus global dont l'issue dépend grandement de la capacité des pays individuels à s'adapter au changement climatique. Il importe de donner aux groupes de population pauvres d'autres solutions pour assurer leur subsistance que de quitter leur coin de terre. C'est dire l'urgence de politiques efficaces.

Les auteurs visent à approfondir la compréhension des

liens entre le changement climatique et la migration afin de générer de nouvelles idées et approches. Ils donnent aux décideurs des informations précieuses sous forme de cartes, de tendances du développement et de modèles de répartition des populations. Plusieurs études de cas, en Asie, Amérique centrale et Afrique, montrent la dynamique régionale autour du changement climatique et de la mobilité humaine.

SOURCE

In Search of Shelter – mapping the effects of climate change on human migration and displacement. Care International, May 2009. 36 p. www.care.de/fileadmin/redaktion/presse/2009/Juni/Migration_Report_100609.pdf

Les savoirs traditionnels ont urgemment besoin de protection

Le savoir traditionnel – un savoir obsolète ? Absolument pas. Les connaissances et expériences des sociétés traditionnelles en matière de plantes sauvages et utilitaires sont transmises de génération en génération, et ce jusqu'à la plus récente. Pour preuve de la modernité de ce savoir, le grand usage qui en est fait et l'immense profit qui en est tiré. Il nous suffit de penser aux innombrables médicaments à base de plantes commercialisés dans le monde entier, au recours croissant aux thérapies naturelles ou encore à la valorisation des propriétés spécifiques de certaines plantes. Plusieurs accords internationaux ont été passés sur la protection de la propriété intellectuelle, mais ils présentent des failles au niveau de l'interprétation. Lacunes qui permettent par exemple de passer sous silence le fait que les savoirs des communautés indigènes ont une localisation géographique et une origine ethnique bien déterminées, ce qui en fait la propriété intellectuelle de ces communautés. Encore et toujours, des groupes scientifiques, phar-

maceutiques et d'agrobusiness exploitent les savoirs traditionnels (ST) de manière unilatérale.

Dans une brochure qui vient de paraître, intitulée « Propriété intellectuelle et savoirs traditionnels », l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) publie pour la première fois une palette de concepts aptes à lutter contre l'utilisation abusive des ST. L'OMPI explique que les ST constituent un facteur clé du développement durable au niveau local. De nombreux exemples concrets illustrent comment adapter les concepts de protection juridique existants à la réalité des communautés traditionnelles.

SOURCE

Propriété intellectuelle et savoirs traditionnels. Brochure no 2. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. 2009. 35 p. www.wipo.int/export/sites/www/freepublications/fr/tk/920/wipo_pub_920.pdf

Diversifier et régionaliser l'agriculture africaine

La crise économique actuelle va fortement freiner la croissance en Afrique. La principale raison en est le recul de la demande des pays industrialisés en matières premières et en produits alimentaires. En outre, les investissements directs et les autres flux monétaires en provenance de l'étranger sont en baisse.

Pour répondre à la crise, les auteurs préconisent entre autres des réformes dans le domaine de l'agriculture. Il s'agit notamment de compléter la production agricole par le développement des secteurs en amont et en aval, comme la fabrication d'intrants agricoles ou la transformation de produits alimentaires. Parallèlement, les États doivent davantage tabler sur la coopération régionale. Les chaînes de valeurs régionales ainsi créées pourraient – contrairement à la révolution verte en Asie – se concentrer sur toute une palette de produits qui sont d'une importance stratégique pour l'Afrique elle-même, comme le riz, les légumineuses, le maïs, le coton, l'huile

de palme, les produits carnés et laitiers, sans oublier les produits de la pêche. Cette stratégie permettrait de réduire la dangereuse dépendance à l'exportation de quelques produits bruts. Dans le même temps, elle pourrait donner de nouvelles impulsions au développement économique et créer des emplois.

Les auteurs n'évoquent qu'accessoirement le risque que les petits paysans soient exclus de ces filières du marché. Mais cet aspect, de même que les intérêts écologiques, ne doivent pas être oubliés dans une stratégie de revitalisation économique.

SOURCE

Rapport économique sur l'Afrique 2009. Développer l'agriculture en Afrique par des chaînes de valeur régionales, Avril 2009. 237 p. www.uneca.org/fr/era2009

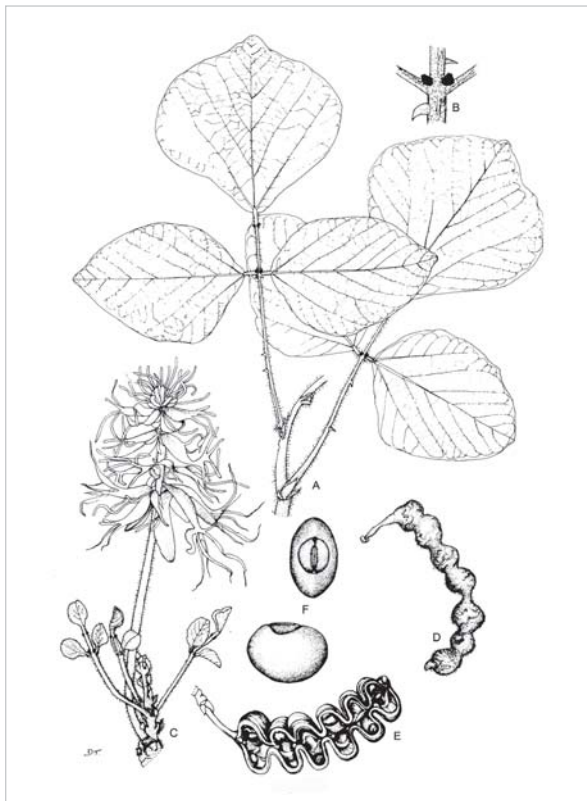
La flore des plantes ligneuses du Rwanda refléurit

Les plantes ligneuses (arbres, arbustes, buissons et lianes) poussent essentiellement dans les forêts naturelles, les plantations et sur les surfaces cultivées. Au lendemain de la période de conflit de 1994 au Rwanda, le but initial de cet ouvrage fut d'en sauvegarder le vaste savoir technique et traditionnel sur les espèces ligneuses au profit des générations à venir.

La description botanique contenue dans la publication est inspirée de la *Flore des plantes ligneuses du Rwanda* (1982) de Georges Troupin, remarquablement illustrée. Des indications multiples sont données quant aux caractéristiques écologiques des plantes ligneuses du Rwanda, ainsi que sur leur usage traditionnel par

les communautés. Les auteurs mettent l'accent sur les informations pratiques quant au site, à la phénologie, à la sylviculture et à la qualité du bois de ces plantes. Le rôle de celles-ci dans l'alimentation, la pharmacopée traditionnelle et les rituels y est décrit minutieusement. De plus, une carte de végétation en couleur illustre l'aire de distribution naturelle de chaque plante.

Cet ouvrage représente un outil de travail pour les agents de terrain dans les domaines forestier et agroforestier ; il est aussi le fruit d'une démarche qui pourrait être entreprise dans d'autres situations similaires. Gageons que par ses riches facettes, ainsi qu'un forum d'échanges sur Internet, cette publication a atteint son objectif !



SOURCE

Les plantes ligneuses du Rwanda : Flore, écologie et usages. U. Bloesch, G. Troupin, N. Derungs.

Shaker Verlag, 2009. 757 p.

Pour télécharger : www.shaker.de/

Online-Gesamtkatalog/details.asp?ID=10024066&CC=42469&ISBN=3-8322-8198-3

Forum d'échanges : www.ethnoeco-forum-rwanda.org

Contact : Urs Bloesch, bloesch@swissonline.ch

FABACEAE – *Erythrina abyssinica* :

A) partie de rameau feuillé (x1/2) ;

B) glandes à la base des pétioles (x1) ;

C) inflorescence (x1/4) ;

D) jeune gousse (x1/2) ;

E) gousse ouverte (x1/2) ;

F) graine, vue de face et de profil (x2).

En pharmacopée traditionnelle vétérinaire, le jus des fleurs froissées est instillé dans l'œil enflammé de l'animal ; plante utilisée contre la brucellose.

Aujourd'hui, la décroissance en Amérique Latine et aux Caraïbes

La Commission économique d'Amérique latine et des Caraïbes (CEPAL) a fait une synthèse fort instructive de la situation actuelle et future des économies de la région dans un document remis aux chefs des États concernés lors du 5^{ème} sommet des Amériques en avril 2009.

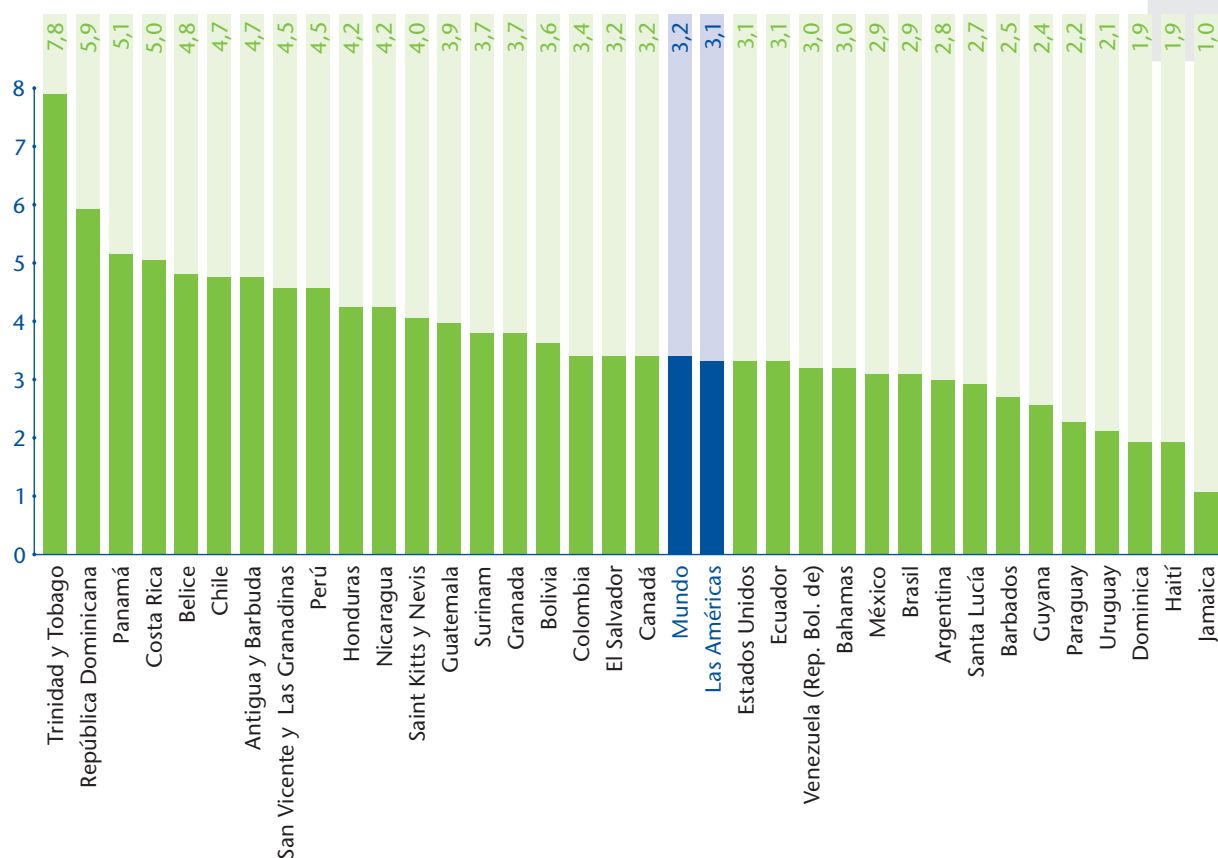
Selon les estimations données dans ce document, la croissance économique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes reculera à environ -0,3 % du PNB en 2009, après six ans de croissance ininterrompue. Le taux de chômage va grimper, ce qui se soldera par une augmentation de la pauvreté. Les pays les plus touchés seront le Mexique (-2,0 % du PNB), le Brésil (-1,0 %), le Costa Rica (-0,5 %) et le Paraguay (-0,5 %); Panama, le Pérou, Cuba et la Bolivie maintiendront un taux de croissance d'environ 3 %, alors que le PNB du Chili et de l'Équateur demeurera inchangé en 2009.

Les effets négatifs seront évidents dans le recul du commerce international et la chute des prix des matières premières. Corollaire: une réduction de 15 % des

revenus générés par le commerce international. Les exportations baisseront fortement, avec des pertes correspondantes de revenus dans les économies plus libérales comme le Mexique et l'Amérique centrale. À noter encore une diminution des envois d'argent de l'étranger et des recettes du tourisme, tout spécialement dans les Caraïbes et les pays d'Amérique centrale. Ces impacts interviendront dans un contexte d'insécurité croissante aux niveaux régional et global, ce qui va entamer la confiance des investisseurs et du secteur privé, avec une baisse concomitante des investissements et de la consommation.

SOURCE

Fifth Summit of the Americas. Selected Indicators. Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC). 2009. 65 p. www.eclac.cl/publicaciones/xml/9/35759/2009-157-Selectedindicators-WEB.pdf



Entre 1994 et 2007, les économies latino-américaines ont progressé de 3,1 % par année en moyenne, mais avec des taux de croissance variables d'une année à une autre et de grandes disparités au niveau des pays (graphique, p. 14 de la publication mentionnée sous « Source »).

La situation des forêts dans le monde, en chiffres, cartes et graphiques

Les forêts «fast-wood» sont-elles comparables aux aliments «fast-food»? En différents endroits du globe, les plantations forestières de monoculture à croissance rapide ont remplacé le couvert végétal originel. Mais cette forme de répondre à la demande croissante de produits ligneux se révèle néfaste pour la santé de la forêt comme le fast-food peut l'être pour la santé humaine. Voici l'une des questions auxquelles s'intéresse cet atlas mondial.

Depuis deux ans, le changement climatique et la déforestation occupent les premières positions de l'agenda environnemental. Fort de ce constat, l'atlas se propose de définir la forêt et d'en montrer l'état à partir de multiples points de vue, comme la biodiversité, les moyens d'existence, les conflits, les produits forestiers, la faune et la certification. De nombreuses explications illustrées et des cartes comparatives aux échelles de l'espace et du temps constituent de précieux indices,

révélateurs des enjeux qui rivalisent autour de la forêt. Les caractéristiques des forêts de l'Afrique centrale, du sud-est asiatique et de l'Amazonie, ainsi que des forêts boréales y font l'objet de chapitres spécifiques.

La richesse de la sélection et de la diversité des sources, leur articulation dans l'élaboration de cet atlas, ainsi que la vidéo contribuent à en faire une référence pratique et très utile. Parviendra-t-elle pour autant à stabiliser l'oscillation de l'état des forêts et à améliorer ce dernier? C'est un gros défi.

SOURCE

Vital Forest Graphics. Stopping the Downswing?
Frédéric Achard... [et al.]. UNEP, 2009. 40 p.
www.grida.no/publications/vg/forest
YouTube: www.youtube.com/watch?v=GQ87XwWmhyk

InfoResources cessera ses activités à fin 2009

Chères lectrices, Chers lecteurs,

C'est avec tristesse que nous vous communiquons la clôture des services InfoResources pour la fin 2009. Dans le cadre d'un processus de restructuration interne, notre bailleur de fonds – la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) – a pris la décision de mettre un terme au financement d'InfoResources.

Depuis 2003, nous avons été en mesure de vous offrir InfoResources News, InfoResources Focus, InfoResources Trends, ainsi que le service de recherches. Vous fournir ces prestations a représenté pour nous une tâche captivante, comportant des défis. Nous espérons que nos services ont apporté des informations intéressantes et utiles à votre travail quotidien. Vos commentaires sont bienvenus; vous pouvez les adresser à info@inforesources.ch.

D'ores et déjà, nous vous exprimons notre reconnaissance pour l'intérêt que vous avez porté à nos produits.

Votre équipe InfoResources :

Jane Carter, Monika Egli, Ulla Gämperli, Alessandra Giuliani, Felix Hintermann, Fani Kakridi Enz, Andreas Kläy, Hans Schaltenbrand, Bettina Stäubli, Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, ainsi que nos partenaires CETRAD (Kenya), Délégations IC (Andes, Bangladesh, Inde et Mali) et SIMAS (Nicaragua).

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse figurant à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

Ont contribué à ce numéro :

Ruth Wenger (ed, IC-HO),
Fani Kakridi Enz (ed, CDE),
Felix Hintermann (ed, SHL),
Falguni Guharay (SIMAS),
Ulla Gämperli (CDE),
(ed = member of editorial team)

Traduction au français :

Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :

Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression :

Schlaefli & Maurer AG

Contact :

InfoResources, Länggasse 85,
CH-3052 Zollikofen, Suisse
Tél. : +41 31 910 21 91
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch

InfoResources est composé des trois institutions suisses : Intercooperation (IC-HO), Infoservice CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde / Bangladesh / Mali / Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

inter
cooperation

cde centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

© InfoResources, septembre 2009